

"Chers amis,

Au commencement de cette université de rentrée, on me demandait : « quel est pour vous le but de votre université de rentrée ? » Je leur répondais : « des idées claires ! ». Des idées claires, non pas seulement pour notre mouvement, pour les femmes et les hommes de tous âges qui le forment, mais des idées claires pour les Français. (Lire la suite)

C'est peu de dire que notre vie politique apparaît, souvent, bourbeuse et brouillardeuse. Que plus personne n'y retrouve ses repères. En peu de mois, crise aidant, les libéraux, même les plus ultras sont devenus étatistes. Les étatistes sont devenus muets. Le déficit écrasant et l'Himalaya de dettes ne suscitent plus aucun débat. Le président du think tank du PS devient rapporteur de la commission du grand emprunt, sur lequel je croyais le PS au moins réservé... Le procureur le plus important de France donne une conférence de presse pour affirmer avant le procès la culpabilité d'un ancien premier ministre dans un procès où le chef de l'État, d'une certaine manière son supérieur hiérarchique, est partie civile, et personne ne s'en étonne. Le président de la République fait dire qu'il a capté les idées de gauche, tout en intronisant Philippe de Villiers dans la majorité. Le même président de la République préside en personne à l'Élysée, le comité de liaison des appareils, groupes et groupuscules, de la majorité, sans que nul ne s'en émeuve... La taxe carbone pour laquelle tous les candidats à l'élection présidentielle avaient solennellement apposé leur signature est combattue, sur le principe, par les signataires eux-mêmes.

Bref, une chatte, selon l'expression populaire, n'y retrouverait pas ses petits. Une chatte, alors imaginez encore moins un citoyen... Notamment un citoyen ému par le cours que prennent les choses en France, un citoyen pas d'accord, un citoyen qui s'interroge.

Alors je voudrais répondre à trois questions : où va la France ? Si l'on n'est pas d'accord avec ce qui se passe, que faire ? et avec qui ? Et dans quelle direction aller pour l'avenir ?

Où va la France ? je retiens trois traits dominants en cette rentrée. Le pouvoir a une idéologie, qui est en rupture avec certaines des valeurs essentielles de notre pays ; il a entrepris de mettre la main sur tous les centres de décision ; et surtout, secteur après secteur, les problèmes de la France s'aggravent plutôt que de trouver une réponse.

J'irai très vite sur le premier point, l'idéologie du pouvoir actuel : j'ai consacré un livre à cette approche que je résume en un mot, société des inégalités, société du chacun pour soi. La tradition de la France, notre choix historique, depuis l'école publique, laïque et gratuite, jusqu'à l'impôt proportionnel, c'était la recherche des deux égalités : égalité des droits, égalité des chances. Au service de ce rêve d'égalité il y avait la République et ses services publics. L'État impartial ; aménagement du territoire ; sécurité sociale ; les territoires de la République n'étaient jamais désertés, et nulle part son autorité n'était mise en cause. En tout cas, c'était notre histoire nationale, telle qu'elle se transmettait, de génération politique en génération politique.

Où est aujourd'hui l'égalité des droits, où est l'égalité des chances ? Où est l'égalité fiscale et la proportionnalité de l'impôt quand ceux qui ont le plus sont mis par la loi à l'abri des efforts demandés à ceux qui ont moins ? Où est l'égalité des chances quand l'école en est au point que les cours particuliers sont aujourd'hui développés au point d'être cotés en bourse, du collège à l'université, et qu'ils se voient encouragés par des déductions fiscales, c'est-à-dire en pratique réservés aux familles qui acquittent de l'impôt ? Où quand on annonce la suppression du congé parental ? Où quand on applique systématiquement à l'éducation une politique de suppression de postes qui dément les vœux pieux de priorité à l'éducation ? Où est l'égalité lorsque les handicapés, par exemple ceux qui travaillent en CAT, se voient enlever d'une main ce qu'on affecte de leur donner de l'autre ?

Les inégalités sont de plus en plus dures et les injustices progressent. Ces choix font souffrir tous les jours un peu plus l'esprit républicain, l'idéal républicain de la France.

Notre deuxième constat, c'est la pratique du pouvoir : il a entrepris de mettre la main peu à peu sur l'ensemble des centres de décision dans la société française. C'est une entreprise sans précédent qui s'organise, au sein de la société politique, du monde judiciaire, des réseaux économiques, médiatiques, financiers, industriels : l'influence sans contrepoids, l'influence sans partage, d'un pouvoir qui, sachant ce qu'il fait, installe sa domination. L'organisation de la société de domination.

La plus récente illustration de cette entreprise de domination, c'est évidemment l'annonce du changement profond de l'équilibre de la justice pénale en France par la suppression du juge d'instruction et l'attribution de l'enquête aux procureurs, dépendant hiérarchiquement du pouvoir exécutif.

Ce n'est pas la même chose que l'enquête et la poursuite soient pour les affaires graves, notamment pour les affaires qui mettent en cause des puissants, entre les mains d'un magistrat indépendant, protégé par son statut ou qu'elles passent entre les mains du procureur, magistrat soumis à l'autorité de

sa hiérarchie, et d'abord soumis au pouvoir exécutif pour la progression de sa carrière, magistrats nommés par l'exécutif, y compris contre l'avis du conseil supérieur de la magistrature, et lorsqu'il s'agit des procureurs généraux, nommés en conseil des ministres comme les préfets

Rappelons des choses simples. Lors de la catastrophe judiciaire d'Outreau, le juge d'instruction s'est trouvé au cœur de la cible. Une commission parlementaire s'est réunie. Elle a entendu, longuement, tous les acteurs de cette dramatique dérive. Elle a délibéré, longuement, toutes opinions confondues. Elle a ensuite rendu ses conclusions à l'unanimité. Son avis a été qu'il ne fallait pas supprimer le juge d'instruction, mais instaurer la collégialité pour l'entourer et l'aider, de conseils, et de la pluralité du jugement de collègues qui pouvaient utilement, en situation risquée, conjuguer expérience et points de vue différents sur le dossier.

Vous voyez bien les risques de dérive : l'enquête au procureur, c'est en réalité la remise de l'opportunité de l'enquête au pouvoir en place. Car lorsqu'une affaire est gênante, lorsqu'elle dérange, il n'est même pas besoin, pour l'étouffer au bénéfice du pouvoir et de ses amis, d'obéir grossièrement à des ordres grossiers, il suffit de ne rien faire . J'atteste que, sous tous les pouvoirs, il est des moments où les dirigeants en place feraient tout, tout, pour qu'une justice trop curieuse n'aille pas débusquer ses pratiques, ou celles de ses amis. Nous sommes nombreux à avoir vu, de nos yeux vu, et sous tous les pouvoirs, la colère des puissants contre les « petits juges » qui avaient l'outrecuidance de demander des comptes à ceux qui hier les regardaient de haut et parfois de les poursuivre... Et les nominations font le reste : il suffit de s'assurer que les bons tempéraments ont été nommés aux bons endroits...

Y a-t-il des procureurs qui résisteront ? Bien sûr, heureusement. Il est heureusement des magistrats courageux. Mais les pressions seront fortes. Et tout le monde n'est pas héroïque. Or les institutions sont faites d'abord pour protéger les hommes d'abord de leurs faiblesses.

Deuxième risque : le déséquilibre. Le procureur aura tous les moyens de l'enquête, police, gendarmerie, perquisitions. La défense aura les moyens qu'on lui donnera, importants pour les justiciables fortunés, absents pour les justiciables sans moyens. On connaît bien cela, c'est le système américain, n'est-ce pas ? OJ Simpson réussit à se faire acquitter au pénal, grâce à une défense de haut vol, payée des fortunes. Pourtant les preuves étaient si lourdes nous dit-on que quelques mois après il a été condamné au civil à plus de trente millions de dollars de dommages et intérêts aux familles de victimes... qu'il avait été jugé ne pas avoir assassiné... Selon que vous serez puissant, et riche, ou misérable, les jugements de cours vous rendront blanc ou noir...

Sans compter que, disons clairement les choses, nous abandonnons l'architecture de notre justice pénale française pour adhérer à l'architecture anglo-saxonne. Nous avons une culture du droit, une architecture que d'autres imitaient : c'est maintenant nous qui nous mettons à imiter les autres. Là comme ailleurs, nous rejoignons le modèle dominant.

Il n'existe pas de justice parfaite. On le verra : aucun des risques que l'on dénonçait dans l'exercice de notre justice pénale ne sera exorcisé par la nouvelle organisation si elle voit le jour comme on l'a conçue, mais on aura un long temps de désordres et d'incertitudes, de nouvelles incertitudes et de nouveaux désordres, coûteux en moyens et en réputation.

Et tout cela sans même avoir attendu qu'aille à son terme la précédente réforme, les pôles de l'instruction et la collégialité qui en était la conséquence...

Pour notre part, nous défendrons l'indépendance de la justice. Si l'on veut que l'enquête soit confiée au procureur, il est une condition impérative que le procureur soit rendu indépendant et donc notamment que sa carrière ne dépende plus du pouvoir. Et il est une condition impérative que l'on soit assuré que le dépôt d'une plainte puisse entraîner une enquête sans que cette enquête puisse être étouffée.

Idéologie des inégalités, organisation de domination. Voilà pour les deux premiers constats sur la France en cette rentrée 2009. Il faut en ajouter un troisième : partout, c'est pire ! Tous les grands secteurs du pays s'enfoncent dans une crise sans précédent.

Partout, c'est pire ! On parle de la crise économique et financière, mais la désindustrialisation de la France ne dépend pas seulement de la crise économique. Elle s'aggrave tous les jours.

La sécurité dans notre pays, les violences, ne dépendent pas principalement de la crise économique, elle s'aggravent tous les jours, même les statistiques deviennent accablantes, et Dieu sait pourtant si l'on fait tout pour les améliorer et les rendre par une politique du chiffre, plus digeste. Au bout de sept ans, car il y a sept ans que ce sont les mêmes qui s'occupent de sécurité, le moins qu'on puisse dire, c'est que les résultats ne sont pas probants.

On parle de la crise économique, mais la situation de l'agriculture ne dépend pas de la crise financière et elle touche le fond, quasiment dans tous les secteurs de production, plongeant des centaines de milliers d'agriculteurs dans le pire des désespoirs. Je voudrais que vous réfléchissiez à cela : c'est le socle du pays, du pays dans sa production, du pays dans son commerce, du pays dans ses paysages. C'est le plus vieux métier du monde et c'est celui qui a le plus d'avenir parce qu'il faut nourrir 9 milliards peut-être de futurs terriens ! Et nous y étions forts comme aucun autre. Et nous le laissons désespérer ! Ce sont des vaillants, ce sont des entrepreneurs, et nous leur laissons baisser la tête. Jusqu'à quand allons-nous battre en retraite, jouer à reculons, laisser tomber le meilleur du pays ? S'il est un secteur où le laisser faire a montré ses limites, aussi bien chez nous qu'en Afrique, c'est celui-là. Eh bien il faut renverser le mouvement !

La situation des banlieues, des quartiers, des jeunes issus de familles socialement et culturellement déclassées est aujourd'hui un désespoir. Et cela ne dépend pas seulement de la récente crise économique.

L'éducation nationale a fait la France. Elle est aujourd'hui plus démoralisée, atteinte dans ses valeurs, qu'elle ne l'a jamais été. Elle ne croit même plus à l'action revendicative et syndicale !

L'université est atteinte au plus profond, surtout et y compris dans son image auprès des jeunes et de leurs familles : cette année, on annonce quelque 8 à 10 % d'inscriptions en moins à l'université française !

De sorte qu'il n'y a pas une crise en France, il y a dix crises, il y a vingt crises ! Toutes cruciales, toutes vitales, et celles qui menacent, celles qui viennent, chômage, retraites, finances publiques, sont au moins aussi graves et dangereuses.

Elles demandent, elles exigent, un ressaisissement de la nation ! Un ressaisissement de la France ! Un nouveau mode de pensée.

Je veux m'arrêter sur une situation dont on ne parle pas : la situation des jeunes. Ils sont les grands absents. On a connu un temps où les jeunes entraient dans la vie avec des chances intactes. Où leurs parents leur garantissaient au moins de pouvoir défendre leurs chances. Où la société était organisée pour que des chemins existent du bas vers le haut, accessibles à la force du poignet, certes, mais accessibles : bourses, concours, méritocratie républicaine. Tout cela a disparu : la société est organisée de telle sorte que sa complexité la rend incompréhensible à ceux qui n'ont pas les bonnes clés. Quel parcours choisir, quelle langue, quel établissement, quelle formation, quelle école, quel diplôme ? Les uns savent et les autres ne savent pas. Comment se présenter, comment s'habiller, quels sont les codes, les uns savent –très bien !- les autres pas. Et les formations qu'ils suivent, de manière méritante, débouchent sur une absence de reconnaissance, une absence d'emploi. Bac + 3, + 4, + 5, 6 ou 7, et désarroi. Familles humiliées. Quelquefois ils sont docteurs et ils n'ont rien. Et personne ne les avait avertis.

Il n'y a plus de carte de la réussite qui montre les chemins à suivre quand on vient de loin. Autrefois, dans la France républicaine le chemin était balisé. Il ne l'est plus. La pire injustice, c'est qu'un jeune garçon, une jeune fille, qui veut en sortir ne sait plus littéralement quelle route suivre. Il n'y a plus de route. L'orientation est un dédale, un labyrinthe !

Et comme génération, le sac de voyage est plombé, la dette exigera un prélèvement sur le travail de générations ! Il faut voir à quoi ce prélèvement est comparable : on nous parle beaucoup du grand emprunt, n'est-ce pas ? Ce qu'on prendra aux Français pour payer la charge de la dette, si on continue, ce sera le montant d'un grand emprunt tous les ans ! Cela veut dire que les jeunes qui ont vingt ans aujourd'hui, pendant vingt ans, tout l'impôt sur le revenu qu'ils paieront, ce sera tout pour la dette ! Tout ce qu'une génération au travail devrait dégager pour préparer l'avenir, elle le donnera sous forme de rente, moitié à l'endroit des plus riches du pays, moitié à l'étranger ! Vous connaissez une génération qu'on a ainsi plombée, vidée de sa substance ?

Encore cette dette financière doit-elle être additionnée à une autre dette, la dette démographique, qui va mettre de plus en plus de retraités à la charge de jeunes travailleurs moins nombreux. C'est pourquoi la réforme des retraites, une réforme juste, une réforme équitable, une réforme durable, est un devoir vis-à-vis des jeunes !

Et la question du chômage, elle est plus lourde pour eux : je pense à ceux qui ne travaillent pas, qui sont abandonnés aux petits « deals », qui « tiennent les murs », parce que les promesses de créer du travail accessible aux jeunes qui viennent des quartiers ont fait long feu...

Quand le chômage des générations les plus jeunes atteint 25 %, on est un pays qui va mal. Quand des quartiers entiers sont à plus de 50 % de chômage des jeunes, on est un pays qui va mal !

Je vous donne une consigne. Nous allons écrire un nouveau programme : que ce programme soit au nom des jeunes ! On me dit : mais ce sont les vieux qui votent ! Eh bien je suis certain que ceux qu'on dit vieux ce sont les parents et les grands parents des plus jeunes, qu'un pays c'est une famille, que je récuse le calcul égoïste. Qu'un pays c'est comme un arbre et que les fruits valent ce que valent les racines. C'est un ensemble, c'est un écosystème !

Je revendique et je vous donne la consigne que nous soyons dans la vie politique française les avocats et les défenseurs des jeunes, ceux qui exigent qu'on pense à eux dans toutes les décisions, même si d'autres voudraient sacrifier l'avenir au présent.

Elargissons encore le propos. Si je descends au plus profond du projet de société, c'est à dire au plus simple, au plus éclairant, il me semble qu'on peut tracer une ligne de partage. Cette ligne de partage, elle est entre « chacun pour soi » et « solidarité ».

Il y a des esprits qui croient, c'est la base de leur analyse, que la société marche mieux dans le chacun pour soi. Tous ceux qui défendent l'idée que chacun cherchant son intérêt personnel, au fond, la résultante de tous ces choix, ce sera le meilleur intérêt général.

Et nous, au contraire, nous, le grand courant démocrate dans le monde, le courant du développement humain, nous croyons qu'une société marche mieux, qu'elle est plus équilibrée, plus forte, si ses membres sont solidaires entre eux. Si ce n'est pas la compétition entre femmes et hommes, compétition à tout prix, qui l'emporte, mais solidarité. Si chacun sait qu'il peut s'appuyer sur l'autre.

La solidarité elle est horizontale, entre les membres d'une même génération, et verticale, entre générations. Les générations qui viennent, et aussi, je le dis en passant, les générations multiples qui ne sont plus... Et quiconque manque à l'une ou l'autre de ces deux solidarités manque à son pays, et d'une certaine manière manque au monde.

Et il n'y a pas de solidarité s'il n'y a pas de justice dans la répartition des efforts.

C'est pourquoi dire : « nous voulons la solidarité », c'est dire en même temps, « nous voulons un monde plus juste ». Nous voulons une France plus juste, une société plus juste, un monde plus juste.

Quelles que soient les difficultés, nous avons choisi notre cap : nous voulons un monde plus juste ! Parce que plus de justice, à l'école, dans l'entreprise, signifiera plus de solidarité, et donc plus d'efficacité.

Et donc, en effet, il y a une ligne de partage dans la vie démocratique de notre pays. Une ligne de partage bien réelle.

Il y a ceux qui pensent, ou qui acceptent, ou qui se résignent à voir ce régime, inégalités et domination, avec ses injustices, économiques, sociales, démocratiques, s'installer et durer pendant dix ans. Et pendant dix ans, corroder ce qui a fait la France. Et il y a ceux qui ne l'acceptent pas et qui veulent une alternance pour une société plus juste et plus solide.

Il y a le camp de ceux qui signent pour que le régime actuel dure dix ans. Et il y a le camp de l'alternance.

Pour l'instant, tout se passe comme si dans le camp des dix ans, tout le monde avait signé, et dans le camp de l'alternance, au contraire, c'était la désorganisation et les querelles incessantes.

La tâche qui est devant nous est rude. Le pouvoir actuel a d'immenses forces de son côté. Dans deux ans, tout se jouera. Il n'est pas trop de deux ans pour construire une alternance crédible.

Et la première marche vers une alternance crédible, c'est la reconnaissance et le dialogue entre tous ceux qui souhaitent cette alternance, qui souhaitent un monde plus juste : accepter que nous soyons différents, que nous ayons chacun notre légitimité. Tous, chacun, avec son histoire et son chemin.

Je fais une offre publique de dialogue. Entre tous ceux ont la volonté d'alternance en commun, le temps du dialogue est venu. Dialoguer, ce n'est pas forcément être d'accord. C'est accepter l'idée que même les désaccords peuvent être constructifs, pourvu qu'on ne perde pas de vue le but à atteindre.

J'entends la première secrétaire du PS me dire : veuillez bien, avant que je vous considère, faire la preuve que vous êtes à gauche. Je n'ai aucune preuve à faire, vous n'êtes pas chargée de contrôler les papiers, de vouloir faire rentrer tout le monde dans le rang. Il n'y a pas de surveillante générale. Il n'y a pas de rang, il y a une mission à remplir, qui nous concerne tous : rendre l'alternance possible et crédible.

Et pour cela se respecter, aussi différents que nous soyons, et nous le sommes probablement moins qu'on ne le dit, rassembler les forces pour que les Français désenchantés, parfois désespérés, recommencent à espérer. Pour ma part, je ne pose aucune condition. Je ne fais aucune exclusive. Je n'ai pas besoin de contrôler les papiers pour confronter des idées avec des idées. Et pour écouter les autres. Penser l'avenir, reconstruire la France, cela ne sera pas facile. Personne n'a la clé. Je sais bien que tous, nous faisons des erreurs, moi le premier. Nous ne serons pas trop nombreux pour penser un nouveau modèle de société.

Regardez ce qui se passe dans le monde ! C'est bien souvent le centre progressiste qui fait bouger le monde. Barack Obama n'est pas socialiste. Il est démocrate. Et il a entrepris quelque chose de grand, quelque chose d'immense qui fait bouger le monde. Au Japon, le Parti démocrate du Japon vient de renverser cinquante ans de domination conservatrice. Et si vous lisez les dépêches, vous lirez Parti Démocrate du Japon, centre. En Inde, le parti du Congrès vient d'entrer comme observateur dans notre toute jeune Alliance mondiale des démocrates. C'est le centre progressiste qui fait souvent avancer le monde.

Et c'est pourquoi nous sommes fiers de cette famille politique, fiers de cette identité. Ceux qui ne considèrent pas l'autre comme un ennemi même s'il n'a pas la même identité que vous. Au fond, centre, comme je l'entends, je vais employer un mot de philosophe, c'est accepter l'altérité. Cela veut dire : nous ne sommes pas tous pareils, mais nous avons à faire ensemble. J'ai bien aimé que l'on cite pendant ces journées Mgr Pierre Claverie, évêque d'Oran, mort assassiné : « j'accepte l'idée que vous puissiez avoir une part de la vérité, celle qui me manque ».

Chacun doit venir avec ce qu'il est. Parce que si vous ne parlez qu'avec des gens qui sont d'accord avec vous, vous êtes sûr de tourner en rond.

Il y a et il y aura des désaccords ! Je vais vous en citer un, l'idée exprimée par Martine Aubry que les entreprises bénéficiaires qui licencient devraient être mises sous tutelle par le tribunal de grande instance, cela me paraît une idée d'un autre temps. Si une entreprise attend d'être déficitaire pour changer son organisation, alors on va voir couler beaucoup d'entreprises parfaitement viables. L'entreprise vivante, c'est un ajustement permanent. Et si on rend passible des tribunaux un licenciement avant déficit, alors il n'y aura pas beaucoup d'embauches !...

Je fais une offre publique de dialogue. Ma conviction est qu'il faudrait que ce dialogue soit organisé, public, sans exclusives. Que tous les Français puissent comprendre, au travers de leurs échanges, ce que pensent les familles politiques qui veulent une alternance, ce qu'elles pensent en commun, et où sont leurs différences... L'idée qui me paraîtrait bonne, c'est qu'on réunisse en quelque sorte un parlement de l'alternance. Que chacun vienne avec ses idées, sujet par sujet, qu'on les expose et qu'on les confronte, sereinement, d'accord, pas d'accord, devant les Français.

Et après lorsqu'on saura clairement où sont les convergences et les différences, et même les divergences. Et quand il y aura divergence, sur un grand sujet, qui tranchera ? Ce sont les Français, et c'est à cela que sert le premier tour d'une grande élection.

Nous avons un point commun : la volonté d'alternance, le refus de dix ans du régime actuel. Nous avons un devoir : rendre cette alternance crédible. Nous avons un impératif, commencer un dialogue ouvert devant les Français.

Et c'est là qu'il apparaîtra que chacun a son identité, ses priorités, son histoire, son style.

C'est le pluralisme nécessaire. Chacun défend sa vision, son identité, son autonomie. Pas de ralliements ! Pas d'alignement ! J'ai déjà dit en d'autres temps : « si vous pensez tous la même chose, c'est que vous ne pensez rien ! »

Et c'est la guerre au sectarisme. Car je veux lancer un avertissement pratique : tous ceux qui diront « nous n'avons rien à voir avec vous, qui que soit le nous et qui que soit le vous », tous les sectaires, tous ceux qui diront « je n'accepterai de parler avec vous que le jour où vous m'aurez rallié, où vous vous serez renié », regardez les bien, tous ceux-là, en fait, ils travaillent, qu'ils le veuillent ou pas, pour que le régime actuel dure dix ans. Le sectarisme qui exclut le dialogue, c'est le meilleur allié du pouvoir. Parce que le sectarisme organise et garantit son triomphe.

Le dialogue est un impératif, le sectarisme est un ennemi. Le dialogue peut être sans concessions, rude s'il le faut. Mais il exclut le sectarisme, qui est un racisme des idées.

Mais cela a une exigence, c'est que nous ayons les idées claires. Pas seulement sur le jeu démocratique et le positionnement comme on dit, vilain mot, des uns et des autres.

Mais les idées claires sur ce que nous voulons faire de la France. Nous allons écrire cet automne un aggiornamento de notre programme pour la France. J'y participerai comme militant de notre famille. Je voudrais vous donner quelques axes qui me paraissent de fondation.

I- L'alternance doit donner à la France un projet de société fondé sur la solidarité, entre concitoyens et entre générations.

II- Il n'y a pas de solidarité sans liberté. Les citoyens doivent être protégés dans leur liberté individuelle et leurs libertés collectives.

III- Le principe de solidarité suppose que les efforts soient équitablement répartis, demandés à chacun en fonction de ses moyens, notamment par la progressivité de la fiscalité.

IV- Le principe de solidarité exige de protéger et de restaurer quand il le faut pour le transmettre le patrimoine écologique, terre, eau, atmosphère, climat, biodiversité.

V- Le principe de solidarité exige de donner la première place dans l'action publique au devoir d'éducation, en moyens et en exigence.

VI- Une société n'est viable que si elle permet authentiquement la mobilité sociale, l'accession aux situations de reconnaissance, d'influence et de responsabilité, les parcours de réussite, quel que soit le milieu social et culturel d'origine.

VII- Le pouvoir n'est pas une domination, il ne peut pas être un monopole. Les institutions doivent garantir à tous les citoyens une vraie représentation et un authentique équilibre des pouvoirs. L'impartialité est un impératif catégorique de l'État républicain.

VIII- Il n'y a pas de justice s'il n'y a pas d'indépendance de la justice.

IX- L'économie ne doit pas assurer seulement la production de biens au plus bas coût, elle doit aussi assurer l'équilibre de la société par l'abondance de travail, et la limitation des disparités de revenus. La protection des citoyens dans leur travail et leur épargne exige la régulation notamment des marchés financiers et de l'univers bancaire.

X- La liberté d'entreprendre et la liberté d'entreprise sont les piliers d'une économie vivante. Les petites entreprises ont droit à une protection particulière.

XI- L'Europe est un moyen précieux de notre influence dans le monde et du progrès de nos sociétés. L'Europe doit considérer que sa mission est de protéger l'intégrité des sociétés européennes et de leurs avancées sociales, et pas seulement l'efficacité des marchés.

XII- La France défend un ordre mondial fondé sur l'équilibre de la puissance, l'égalité des dignités des peuples et leur co-responsabilité dans l'obligation de développement.

Ces douze thèses ne sont pas exhaustives, mais elles forment un ensemble.

Devoir de solidarité entre générations, et protection de notre patrimoine vital, permettez-moi de m'arrêter un instant sur la taxe carbone.

Pour ma part je ne renie rien de la signature que j'ai donnée lorsque Nicolas Hulot nous a invités au moment de la campagne présidentielle.

Je ne renie rien. Si l'on pense, et la plupart des scientifiques le pensent que la survie de l'humanité, l'évitement de catastrophes écologiques, exige qu'un pays comme le nôtre émette quatre ou cinq fois moins de gaz à effet de serre en l'espace de deux générations, alors il est nécessaire de s'y mettre dès aujourd'hui. Il n'y a pas un jour à perdre.

Il y a une phrase de Churchill que j'aime beaucoup et qui dit : « il y a un moment où il faut faire ce qu'il faut faire ! » Le refuser, c'est trahir.

J'adhère donc à l'idée que le moyen le plus efficace est d'habituer nos compatriotes, comme ceux de toute l'Europe, à un carburant qui coûtera son vrai prix, qui augmentera dans le temps, de manière programmée, pour que les consommateurs, tous les consommateurs, changent peu à peu leurs habitudes de consommation, par exemple leurs habitudes de conduite, ou leur chaudière.

Mais je voudrais faire deux remarques : je pense qu'on ne peut pas discuter de la question de la taxe sans penser à l'évolution du prix du brut.

La taxe carbone est un moyen. Mais cette réflexion est conduite aujourd'hui comme si on imaginait que le prix du pétrole brut va demeurer fixe !

Or le prix du pétrole varie dans des proportions considérables, le rendant tantôt accessible, tantôt terriblement pénalisant : je rappelle que par le seul jeu du marché ces derniers mois nous avons connu le carburant, le gasoil par exemple, avec des variations de l'ordre de 30 % : presque à 1,40 €, puis à 1 €, à 1,10 ou 1,15 € aujourd'hui...

Discuter de la taxe sans envisager le moins du monde la question du prix du pétrole, c'est se préparer des accidents.

Je pense qu'il faut une échelle mobile du prix des carburants, que nous nous mettions d'accord sur l'évolution souhaitable du prix à la pompe, au travers des années. Il faut réfléchir à l'avance à ce qu'on fera si le pétrole connaît de brutaux renchérissements. Si le prix du brut connaît, et c'est prévisible, de nouvelles et fortes tensions, ne serait-ce qu'en raison de la raréfaction des ressources, et si on n'y a pas réfléchi à l'avance, avec les adaptations nécessaires, alors tout le système sautera, et ce sera une idée juste totalement gâchée.

À quoi faut-il faire servir le montant d'un tel prélèvement ? Mon idée, développée dans mon programme, était de la faire servir à l'emploi par la baisse des charges sociales et plus précisément j'avais le projet de la faire servir au financement des deux emplois sans charges qui auraient été un précieux coup de pouce aux petites, très petites entreprises, agricoles, artisanales et commerciales, et aux PME. C'était une voie. Mais il existe une autre voie : faire servir ce montant au financement des économies d'énergie, automobile, logement, chauffage des familles, en direction des familles les plus économiquement faibles, celles pour qui les exonérations d'impôt n'existent pas, en vérité, puisqu'elles ne paient pas l'impôt...

Et quelle condition pour que cette idée avance ? La faire partager à nos partenaires européens, dont je rappelle que beaucoup ont pris des décisions semblables. Vous ne pouvez pas demander à tous ceux parmi les industriels, les transporteurs, les agriculteurs, dont produits et services sont en concurrence avec d'autres partenaires européens d'accepter sans rien dire des charges supplémentaires qui les déclasseront encore un peu plus !

Si le gouvernement va dans ce sens, nous le soutiendrons. Car nous n'avons renoncé en rien à notre ligne de conduite : soutenir ce qui nous paraît juste, et combattre ce qui nous semble injuste.

C'est dans le même esprit que nous aborderons le débat sur la réforme des collectivités locales.

Faire un pas vers la simplification de nos collectivités locales, c'était dans notre programme, depuis des années. Rapprocher les départements et les régions, avec les mêmes élus pour administrer ces deux échelons de l'action locale, l'échelon de l'aménagement et des stratégies de territoire, c'est une idée juste. La ligne de conduite que je recommanderai sera donc très simple : si le gouvernement propose la création de vrais conseillers territoriaux, élus avec un mode de scrutin juste, ce qui est réellement la clé de la réforme, nous soutiendrons cette idée. Nous savons très bien que cela va être un débat difficile. Mais si les choses sont justes, nous nous y engagerons.

Et c'est dans cet esprit que nous préparerons les élections régionales. Comme nous en avons décidé ensemble, nous arrêterons d'ici à notre congrès de décembre, qui aura lieu à Arras, dans trois mois exactement, après un débat avec tous nos adhérents, stratégie et candidatures. Toutes les décisions, nous les prendrons ensemble au cours de cet automne, pour une élection dont on voit bien qu'elle aura aussi, que nous le voulions ou non, un enjeu national. Je dis cela, comme vous le savez, avec un peu de regret. Dans un monde idéal, j'aimerais que les élections locales n'aient qu'un enjeu local. Mais j'ai bien été obligé de constater que nous ne vivons pas dans un monde idéal...

J'ai aimé ces trois journées. J'ai aimé que vous soyez si nombreux, si chaleureux, si engagés. Nous faisons bouger les choses dans la démocratie de notre pays. Sans notre mouvement, rien ne serait pareil. Mais nous ne sommes pas là en notre nom seulement, nous sommes là au nom de dizaines de millions de Français qui attendent que la politique leur offre un espoir crédible de faire changer les choses. C'est en leur nom que nous parlons. C'est à leur appel que nous répondons."